



A COMUNIDADE PARA O DESENVOLVIMENTO DA ÁFRICA AUSTRAL HOJE



SADC Hoje, Vol 10 No 4 Fevereiro 2008

INTERIORES...



4

POLITIQUE	3
AFRIQUE	4
ÉNERGIE	5-8
INONDATIONS	9
COMMERCE	10
ÉVÈNEMENTS	11
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	12

Énergie en Afrique australe

Alors qu'en Afrique australe, la demande en énergie électrique dépasse sa capacité de génération, il est nécessaire d'accélérer d'importants projets à court terme se montant à \$US 8 milliard sur les deux prochaines années. Plusieurs États Membres de la SADC sont sévèrement affectés par les pénuries d'électricité et ont recours aux coupures de courants planifiées et non planifiées. Voir revue spéciale en page 5.



par Munetsi Madakufamba

L'ANNÉE 2008 est un évènement marquant pour la région de la SADC avec le lancement officiel de la Zone de Libre Échange, dont l'objectif est 85 pour cent de l'ensemble des lignes de produits commercialisés à un tarif nul.

Le retrait de tarif a été effectué de manière progressive avec l'entrée en vigueur de chaque calendrier en janvier depuis 2001. Ainsi, janvier 2008, est la date d'entrée en vigueur de l'objectif des 85 pour cent.

Les barrières tarifères seront supprimées entre 2008 et 2012 sur les 15 pour cent restants, qui représentent les produits sensibles.

Alors que l'élimination progressive convenue des tarifs est entrée en vigueur en janvier, le lancement officiel de la Zone SADC de Libre Échange aura lieu en août, coïncidant ainsi avec le Sommet Annuel des Chefs d'État et de Gouvernement.

L'Afrique du Sud, qui assumera la présidence par rotation en août, se prépare à accueillir le Sommet.

Au cours de l'année 2007, les progrès sur la mise en place d'une Zone de Libre Échange ont fait l'objet de discussion à l'occasion de nombre de réunions SADC, avec des rapports positifs sur les

préparations de l'organisme régional et de ses états membres.

Le plus récent étant le Conseil Extraordinaire tenu en novembre dans la capitale zambienne, Lusaka, où il " a été noté avec satisfaction que la région est fin prête pour le lancement de la Zone SADC de Libre Échange prévue pour l'année 2008."

Depuis l'an 2000, le bloc régional de 14 membres a mis en place le Protocole Commercial de la SADC, qui fournit la structure pour une intégration économique plus détaillée. L'espoir est que d'ici août, toutes les parties au Protocole Commercial s'y seraient conformées.

Cependant, certains États Membres de la SADC ne sont pas membres de la Zone de Libre Échange. L'Angola et la République Démocratique du Congo n'ont pas encore adhéré au Protocole Commercial, et ont demandé un délai supplémentaire de réflexion.

Pour être exemptés des droits de douanes, les commerçants devront fournir aux douaniers un certificat d'origine, garantissant que les produits proviennent de la région SADC. Ceci est basé sur une liste détaillée des règles d'origine de produit spécifique.

suite page 2

2008 SADC, Zone de Libre Échange

suite de la page 1

Le milieu des affaires a exprimé son inquiétude quant à la nécessité de décentraliser le processus d'authentification en vue de réduire les coûts de transaction. En effet, les exportateurs ne voudront pas s'éloigner de leurs bases d'opération pour que les autorités pertinentes sanctionnent leur Certificat d'Origine SADC.

De plus, avec toutes ses bonnes intentions, le processus actuel d'authentification ne convient pas aux petits commerçants ou à la multitude de commerçants sans licence en raison du volume de leurs transactions. Cela n'aurait économiquement aucun sens pour la plupart de ces commerçants de faire le va et vient entre les fournisseurs et les autorités pertinentes pour l'authentification de quantités modestes de produits.

L'objectif principal pour l'adoption des règles d'origine dans une Zone de Libre Échange est de garantir que les bénéfices provenant de la participation dans la zone commerciale ne s'applique pas aux non-membres. En théorie cependant, l'importance des règles d'origine sur les produits commercialisés, en particulier dans la sous-région, n'est pas valide lorsque ses membres se rapprochent d'un tarif externe commun, c'est-à-dire, aux niveaux supérieurs de l'intégration économique en tant qu'Union des Douanes.

Dans le cas de la SADC, une Zone de Libre Échange est un progrès vers l'intégration économique qui devrait être finalisée sur une base marginale, menant à l'instauration de l'Union des Douanes en 2010, d'un Marché Commun en 2015 et d'une Union Monétaire en 2018.

Entre temps, les rapports médiatiques dans la région, durant les premières semaines de 2008 ont exprimé un optimisme réservé à propos de la mise en vigueur de la Zone de Libre Échange SADC.

Notant que la majeure partie des produits fabriqués dans la région sont désormais

exemptés de taxes à l'entrée des états membres, la Corporation de Diffusion Sud Africaine (SABC) a ajouté une note d'inquiétude sur la distribution potentiellement déséquilibrée des bénéfices en hausse du commerce intra-régional.

SABC a rapporté que "... certains états de la SADC s'inquiètent du fait que l'Afrique du Sud sera le plus gros bénéficiaire puisqu'elle est la puissance économique de la région et exporte plus qu'elle n'importe des pays de la SADC."

D'après les statistiques SADC disponibles, l'Afrique du Sud compte pour environ deux-tiers du Produit Intérieur Brut de la région (PIB).

Cependant, afin de minimiser la possibilité des impacts négatifs émergeant de la régression des tarifs, la SADC a opté pour un accord basé sur un modèle géométrique variable, prenant en compte l'inégalité de développement dans les états membres.

Le modèle est tel que les pays de l'Union des Douanes de l'Afrique Australe – Botswana, Lesotho, Namibie, Afrique du Sud et Swaziland – se libéralisent plus rapidement, suivis de l'Ile Maurice et du Zimbabwe, tandis que le reste suit.

L'Agence de Presse du Mozambique, AIM, a rapporté que le pays met en place les changements pertinents conformément au Protocole Commercial, et a cité un ministre du gouvernement dissipant ainsi les craintes que le Mozambique

serait envahi par les produits d'importation sud-africaine au détriment des industries locales.

AIM a cité António Fernando, Ministre de l'Industrie et du Commerce qui a déclaré " le pays ne peut que bénéficier de l'intégration, puisque la suppression des barrières douanières réduira le coût des produits, stimulant une production et consommation plus importantes."

Bien que la libéralisation du commerce mène souvent à un choix plus vaste pour les consommateurs et parfois à une compétitivité plus poussée des industries locales, elle ne mène pas toujours à une baisse des prix tels que montré par les programmes de réformes économiques parrainés par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International.

Rapportant que le Zimbabwe a aligné ses tarifs d'importation à celui du Protocole Commercial de la SADC, Le Herald a cité les experts locaux exprimant leur optimisme sur ce développement.

"Il est prévu que l'industrie secondaire bénéficie de l'arrivée progressive des matériaux bruts ce qui signifierait le contrôle ou même la réduction de l'inflation, étant donné la disponibilité des produits de bases à un prix stable et abordable," selon un économiste local cité dans le quotidien Zimbabwean.

"La compétition est un élément important en commerce mais la rivalité sous-jacente est considérée comme inéquitable pour l'industrie locale de fabrication puisque nous ne

fonctionnons pas sur les mêmes bases," avertit un autre membre du milieu des affaires.

Les analystes estiment qu'au fur et à mesure que la SADC progresse vers les phases supérieures de l'intégration économique, en particulier le Syndicat des Douanes, la question d'adhésion multiple devient plus pertinentes.

Ceci est due aux règles de l'Organisation Mondiale du Commerce qui ne permet pas à un état membre d'appartenir à plus d'un Syndicat des Douanes.

Cependant certains états membres de la SADC appartiennent à des communautés économiques régionales qui possèdent déjà ou qui prévoient l'instauration de Syndicats de Douanes. Ceux-ci incluent le Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est.

Les difficultés d'adhésions multiples furent un obstacle majeur au progrès durant les négociations, officiellement terminées en juin, sur l'Accord de Partenariat Économique (EPA) entre les régions du groupe Africain, Pacifique et Caribbéen (ACP) et l'Union Européenne (UE).

Les EPAs devaient aboutir en décembre 2007, mais la teneur de l'accord économique général entre l'Afrique et l'UE était encore floue lors du Sommet de décembre à Lisbonne, Portugal, d'où l'incertitude quant au destin des EPAs. □

Objectifs de l'Intégration Économique de la SADC d'ici 2015

2008	2010	2015
Finalisation de la Zone de Libre Échange. (Facteurs de barrières tarifères et non-tarifères sur 85% des produits* de commerce).	Établissement de l'Union des Douanes (Tarifs externes communs sur le tiers des pays).	Marché Commun (Libre circulation de toute la production, politique commune pour le tiers des pays).
*Exceptés les produits sensibles dont les tarifs seront éliminés d'ici 2012. Exemples de produits sensibles: Sucre Textiles et vêtements Automobiles		
Produits chimiques et plastiques Produits laitiers Chaussures		



Conférence Consultative Internationale de la SADC sur la pauvreté et le développement

LA SADC sera l'hôte d'une conférence régionale sur la pauvreté et le développement afin de sensibiliser sur la dimension régionale de la pauvreté et pour développer des programmes générateurs d'une expansion pro-pauvreté.

La conférence fournira une plateforme pour que la SADC, les Partenaires Coopérants Internationaux (PCI), la société civile, le secteur privé et la communauté internationale s'engagent dans un dialogue politique, forment un consensus et réexaminent les progrès du programme d'intégration économique de la SADC en mettant l'accent sur l'éradication de la pauvreté et le développement durable.

La conférence aura lieu du 18 au 20 avril 2008 à l'Île Maurice, sur le thème, "Intégration économique régionale: Une stratégie pour l'éradication de la pauvreté vers un développement durable."

La conférence est sensée développer un consensus sur une stratégie régionale pour la réduction de la pauvreté et produire un plan d'action pour guider la région dans la création des conditions nécessaires pour éradiquer la pauvreté et accomplir les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs).

Les résultats attendus incluent un engagement ferme vers l'accomplissement des OMDs; et le développement d'une Structure pour la Stratégie Régionale sur la Réduction de la Pauvreté basée sur le Plan Stratégique SADC Indicatif de Développement Régional (RISDP) et les stratégies nationales pour la réduction de la pauvreté.

La conférence est supposée produire une structure régionale pour le contrôle et l'évaluation de la réduction de la pauvreté, et accélérer la collaboration par les États Membres et les ICPs dans la mise en oeuvre du RISDP et du Plan Stratégique Indicatif de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité (SIPO).

Elle est supposée accroître la sensibilisation parmi les ICPs sur les efforts entrepris dans la région de la SADC afin d'éradiquer la pauvreté, et les encourager à allouer des ressources supplémentaires pour les

réformes économiques régionales et le programme d'intégration.

La décision de tenir la conférence fut prise au Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement en août 2006 à Maseru, Lesotho, suite à une proposition de l'Île Maurice.

Les objectifs de la Conférence SADC sur la Pauvreté et le Développement sont de:

- ◆ Maintenir le momentum pour que la région continue à s'efforcer d'accomplir les OMDs;
- ◆ Discuter des dimensions régionales de la pauvreté et de leurs liens avec les stratégies nationales pour la réduction de la pauvreté;
- ◆ Établir l'interdépendance entre les stratégies d'éradication de la pauvreté et les politiques d'ouverture commerciale;
- ◆ Forger un consensus sur les éléments cruciaux pour une réduction régionale de la pauvreté et une stratégie d'intégration économique avec les dépositaires, notamment les gouvernements SADC, le secteur privé et la société civile;
- ◆ Développer un plan d'action plan/carte routière sur la pauvreté et le développement, esquissant une série de tâches et actions spécifiques à court, moyen et long terme;
- ◆ Remobiliser la communauté internationale, en particulier les pays développés, pour respecter leurs engagements relatifs à l'augmentation des niveaux d'aide au développement, y compris l'aide au commerce;
- ◆ Se procurer des ressources, au niveau régional et international, pour satisfaire à l'ajustement des coûts économiques et sociaux et mettre en oeuvre des programmes/ projets régionaux orientés sur la pauvreté; et
- ◆ Poser les bases pour un nouveau partenariat global SADC afin d'atteindre les objectifs des OMDs.

La pauvreté demeure un des maux majeurs qui affectent la région SADC.

Environ 40 pour cent de la population vit dans une pauvreté abjecte telle que reflétée par les indicateurs régionaux sociaux de

pauvreté, c'est-à-dire des taux élevés de malnutrition, d'analphabétisation, de chômage, de sous-emploi, de déclin de l'espérance de vie et un accès insuffisant aux services de base et aux infrastructures pour soutenir les capacités fondamentales humaines.

En décidant de tenir une conférence sur la pauvreté et le développement dans un tel contexte, le Sommet de Maseru a réaffirmé que la stratégie principale de la SADC pour l'éradication de la pauvreté est l'intégration économique régionale.

Le traité SADC (1992) affirme que l'intégration régionale sera poursuivie en tant que véhicule pour accélérer l'expansion économique, l'éradication de la pauvreté et la faisabilité d'un développement durable.

Le Sommet de Maseru a aussi remarqué que le RISDP accorde la priorité à l'éradication de la pauvreté et aux instruments par lesquels la région peut parvenir aux OMDs.

The RISDP est le plan directeur de développement de la SADC sur une durée de 15 ans et a pour objectif de réduire de moitié la proportion de la pauvreté conformément à l'Objectif No 1 des OMDs, d'ici 2015.

Consultations régionales sur le Protocole SADC sur la Problématique des Sexes

L'Unité SADC sur la Problématique des Sexes prépare un plan pour consultations à travers la région sur le protocole provisoire sur la problématique des sexes afin de permettre la participation de tous les dépositaires.

Le Protocole provisoire sur la Problématique des Sexes et le Développement est en cours de révision après que le Sommet 2007 des Chefs d'État et de Gouvernement l'ait renvoyé aux ministres SADC responsables dans le but d'engager des consultations nationales plus approfondies.

Les consultations seront entreprises dans la première moitié de l'année 2008 afin que le protocole soit finalisé et présenté au Sommet en août.

Il est largement reconnu que pour combattre la pauvreté, il faut d'abord mettre en place des réformes économiques politiques destinées à éliminer les contraintes affectant le développement du commerce et une intégration plus agressive dans l'économie régionale et globale.

Cela permettra d'atteindre des niveaux supérieurs de transaction et de flots d'investissement qui mèneraient vers de nouvelles activités génératrices de revenu et une meilleure expansion économique qui créera des ressources supplémentaires pour le développement des projets d'intégration sociale visant les démunis.

Cependant, l'intégration dans l'économie régionale et globale signifiera d'importantes transformations dans les structures nationales et sociales.

Elle sera accompagnée de deux types importants d'ajustement de coûts: l'ajustement économique des coûts alors que la production et les ressources humaines s'adaptent aux nouvelles demandes, et les coûts d'ajustement social tandis que la transformation économique est accompagnée par le changement de types de distribution d'emploi et de revenu pouvant avoir un impact sur les groupes vulnérables. □

L'action immédiate que doit prendre l'Unité SADC sur la Problématique des Sexes est de finaliser la carte routière pour des activités nationales, y compris des activités spécifiques, quels partenariats choisir, et quels dépositaires consulter, ainsi que de fixer des délais pour toutes les activités à entreprendre pour garantir des consultations étendues.

Les dépositaires clés impliqués depuis le début du processus comptent les officiels supérieurs de la SADC, les responsables des ministères de la justice, des affaires étrangères, des finances, les membres du parlement, et les partenaires au développement. □

Unité africaine et développement industriel: Focus de la 10^{ème} Assemblée de l'Union Africaine

L'UNION AFRICAINE a accéléré des projets pour l'unification par l'instauration d'un groupe de haut niveau composé de chefs d'état et de gouvernement, sous la direction du Président Jakaya Kikwete de la République Unie de Tanzanie, nouveau président de l'UA.

Le groupe de haut niveau, composé de Kikwete et du Président John Kufuor du Ghana en sa qualité de président sortant de l'UA, comprend 10 autres leaders, deux pour chacune des cinq régions d'Afrique.

Nouveaux commissaires de l'UA

L'ANCIEN MINISTRE des affaires étrangères du Gabon, Jean Ping, a été nommé nouveau président de la Commission de l'UA afin de remplacer Alpha Omar Konare, dont le mandat avait expiré.

Des huit portefeuilles de la Commission de l'UA, sept commissaires furent nommés lors de la récente Assemblée de l'UA. Les deux commissaires de l'Afrique Australe furent renommés:

- ◆ Affaires Économiques, Dr. Maxwell Mkwezalamba (Malawi); et
- ◆ Affaires Sociales, Adv. Bience Philomina Gawanas (Namibie).

La Commission de l'UA a également élu neuf nouveaux membres de son Conseil pour la Paix et la Sécurité (PSC): Burundi, Tchad, Rwanda, Ouganda, Tunisie, Swaziland, Bénin, Burkina Faso et Mali.

Le nouveau conseil a été exhorté à accorder priorité à la protection des civils et en particulier, celle des femmes et des filles au Soudan, Somalie, et RDC. □

Ce groupe fut instauré, fin janvier, lors de la 10^{ème} Session Ordinaire de l'Assemblée de l'Union Africaine des Chefs d'États et de Gouvernement tenue à Addis Ababa, Ethiopie.

Le groupe de haut niveau est chargé d'étudier les problèmes qui ont entravé les progrès. Une commission ministérielle a identifié ces problèmes et présenté son rapport à l'Assemblée. Les membres de la nouvelle commission de haut niveau sont supposés présenter leurs recommandations pour une union de gouvernement lors de la prochaine Assemblée de l'UA, prévue au Caire en Juillet.

Les zones de divergence rappellent les débats originaux lors du Sommet fondateur de l'Organisation pour l'Unité Africaine (OUA) en Mai 1963 lorsque Président Kwame Nkrumah du Ghana voulait une unification immédiate des quelques pays indépendants de l'époque en un gouvernement pan-Africain.

Président Julius Nyerere de la Tanzanie était pareillement éloquent dans le plaidoyer d'une approche "brique par brique" à commencer par la concrétisation de l'indépendance politique du reste des pays encore sous domination coloniale ou apartheid, y compris l'ensemble de l'Afrique Australe.

L'ironie réside dans le fait que les deux leaders qui se sont succédés en tant que président sortant et entrant de l'UA, en janvier, représentent les deux mêmes pays de l'époque.

Les nouveaux débats émergent après l'achèvement de l'indépendance politique avec la fin du gouvernement d'apartheid en Afrique du Sud en 1994, d'où l'indépendance politique par l'OUA puis l'instauration de l'Union Africaine.

Les protagonistes d'aujourd'hui sont le Président lybien, Col. Muammar Gaddafi, insistant pour une transformation immédiate en États Unis de l'Afrique, tandis que les

plaidoyers de l'Afrique Australe insistent sur le renforcement des Communautés Économiques Régionales (CERs) en tant que composantes.

Bien que l'UA soit d'accord sur la progression vers une union de gouvernement, les vues diffèrent quant au calendrier et modèle de gouvernance.

Il existe quatre zones de divergence, portant essentiellement sur, soit une progression rapide vers l'unité politique du continent, soit un renforcement du développement régional économique en tant que composantes.

Le calendrier de l'instauration d'une union de gouvernement a deux écoles de pensée. L'une d'elle est l'approche progressive ascendante, plaidoyée par l'Afrique Australe et Orientale, basée sur les CERs et l'édification réfléchie des économies régionales.

L'autre école de pensée, comprenant la plupart des états ouest-africains et la Lybie, est une approche descendante commençant par la formation d'une union de gouvernement et l'élection urgente de son leader, afin de remplacer la Commission actuelle de l'UA.

Le deuxième groupe souhaite un président de l'union en place avec un cabinet chargé de couvrir le secteur du commerce, de la défense et de la politique étrangère; et l'expansion du cabinet jusqu'à 2015.

En plus du calendrier, l'autre point de friction est le modèle de gouvernance à adopter: un modèle fédéral comme les États Unis d'Amérique; une coalition d'états coopérant dans des domaines spécifiques avec une souveraineté d'état bien définie, similaire à l'Union Européenne; ou une approche graduelle qui mènera éventuellement à un gouvernement continental.

Tandis que cette question complexe sur la forme et le calendrier d'une gouvernance africaine était encore une fois reportée à la commission, les



Président Jakaya Kikwete
Président, Union Africaine

discussions durant le Sommet de trois jours étaient basées sur le thème du "Développement Industriel de l'Afrique", avec l'emphase sur la nécessité de renforcer les économies nationales en s'engageant dans des partenariats de coopérations.

D'autres questions abordées inclues la résolution de la paix et de la sécurité, le changement climatique, et le rôle des jeunes dans le développement africain.

Président Kikwete de la Tanzanie, élu en qualité de nouveau président de l'UA, a promis de travailler sans relâche afin de changer l'image actuelle de l'Afrique, c-à-d, un continent stéréotypé par les guerres civiles, la turbulence et l'instabilité politique.

"Il existe nombre de nouvelles négatives provenant de l'Afrique, malgré les énormes ressources du continent. J'ai espoir que nous pouvons changer les choses. C'est le défi majeur qui se présente à nous," déclare Kikwete.

"Il est temps que nous développiions le continent. Nous (nations africaines) devons forger une unité et d'une voix commune traiter avec la structure inéquitable de nos jours pour le commerce global et les finances,"

La sélection de Kikwete fut anticipée alors que la présidence en alternance devait être assumée par une nation de l'Afrique de l'est. □





ÉNERGIE

EN AFRIQUE AUSTRALE



SADC ajoute de l'énergie au réseau régional

par Joseph Ngwawi

LA RÉGION SADC dépensera environ US\$7,9 milliards au cours des trois années à venir afin de relancer les approvisionnements en énergie tandis que US\$32 milliards sont réservés aux projets à long terme pour la génération d'électricité.

Lors d'une réunion tenue à Harare, Zimbabwe en 2007, les ministres de l'énergie de la SADC ont décidé que les États Membres devraient se lancer dans des projets de génération à court terme qui ajouteront 6 700 megawatts (MW) d'énergie au réseau régional.

Les projets à court terme coûteront US\$7,88 milliards et, selon les ministres devraient être prêts d'ici 2010.

Le réseau régional est géré par le Centre de Coordination du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) à Harare.

"Il est prévu, d'ici 2010, une augmentation de 5000MW du surplus de production régionale à partir de la production des projets en cours," annoncent les ministres de l'énergie dans un communiqué.

La région de la SADC était supposée épuiser sa capacité de production de surplus en 2007. La capacité actuelle installée dans la région est de 53 000MW, mais la capacité fiable n'est que d'environ 41 000MW, déclarent les ministres.

La perte de la capacité de génération de surplus pourrait affecter le programme d'intégration économique de la région, qui envisage la création d'une Zone SADC de Libre Échange en 2008, une Union des Douanes d'ici 2010 et un Marché Commun d'ici 2015.

La capacité régionale de production en électricité n'a pas augmenté en tandem avec l'accroissement de la demande en énergie due à l'expansion rapide de l'économie régionale.

L'augmentation de la demande en énergie a avoisiné les trois pour cent par an durant la décennie passée, encouragée par une expansion économique d'environ cinq pour cent.

Depuis 2004, les membres du SAPP ont mandaté des projets de réhabilitation qui ont contribué 1 140 MW au réseau régional.

"Le déficit régional d'énergie et actuellement de 1 000MW, sans marge de réserve de 4 000MW," révèlent les ministres, ajoutant qu'il est supposé descendre à zéro grâce à la mise en oeuvre de projets à court terme sur les deux années à venir.

Un nombre de projets de production à long terme sont également en cours, certains seront prêts d'ici 2020.

"Les membres du SAPP devront s'engager dans des projets de génération à court terme, qui devrait ajouter 32 000 MW au réseau SAPP pour la somme de US\$32 milliard," expliquent les ministres de l'énergie.

Le prestigieux projet, à long terme, de la région est le Projet d'Énergie du Corridor Occidental (WESTCOR), une initiative géante regroupant cinq pays qui exploiteront l'énergie hydroélectrique renouvelable et sans danger pour l'environnement du site des rapides d'Inga en République Démocratique du Congo (RDC).

Les ministres de l'énergie ont reconnu la "contribution probable de WESTCOR en tant que projet de

production d'énergie hydroélectrique renouvelable à grande échelle, de transmission d'énergie et de télécommunications sur large fréquence."

Le projet ajoutera près de 3 500MW au réseau régional d'énergie et mènera au développement d'infrastructures connexes de télécommunications et transmission dans la partie occidentale de la SADC pour près de US\$7 milliards.

Le projet WESTCOR est une entreprise commune qui implique les services publics de l'Angola, Botswana, RDC, Namibie et Afrique du Sud.

Le SAPP se compose de 12 pays membres représentés chacun par leur services publics d'énergie propre, bien que trois de ces pays – Angola, Malawi et République Unie de la Tanzanie – figurent en qualité de membres accordés non-exploitants puisqu'ils ne sont pas connectés au réseau régional d'électricité.

Les États insulaires de Maurice et Madagascar ne sont pas membres du SAPP.

Un Protocole d'Accord Inter-Gouvernemental modifié fut signé en 2006 afin de connecter l'Angola, le Malawi et la République Unie de la Tanzanie et d'attirer des investisseurs privés dans le but de développer l'approvisionnement en électricité.

La révision avait également pour but de reconnaître de nouveaux développements tels que la restructuration de la SADC et de ses institutions, en particulier la dissolution de la sous-commission sur l'électricité. □

POUR METTRE FIN AUX PÉNURIES D'ÉNERGIE, L'AFRIQUE AUSTRALE DOIT COURIR TANDIS QU'

par Munetsi Madakufamba

Alors que l'Afrique Australe entame sa deuxième année de pénuries d'énergie paralysantes prédites avec précision, il y a dix ans, par le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe, d'énormes projets à court terme de près de US\$8 milliard doivent être accélérés au cours de ces deux prochaines années.

Les pénuries d'électricité ont récemment sévèrement affecté plusieurs États Membres de la SADC menant à des coupures planifiées, et dans certains cas non planifiées.

Depuis l'année dernière, le délestage de courant a été introduit dans des pays tels que la Namibie, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe.

Confronté à la pression en hausse de l'industrie et des consommateurs, le service public d'électricité, Eskom Afrique du Sud a annoncé à la mi-janvier qu'il discontinuerait l'exportation d'électricité vers les pays voisins afin de satisfaire à la demande locale, bien qu'une portion importante provienne de pays de la région, en particulier du Mozambique.

Le Sunday Independent a cité Andrew Etzinger, chef d'Eskom pour la demande de gestion secondaire comme ayant dit qu'au cours de l'année passée, les réserves d'électricité de l'Afrique du Sud avaient chuté de sept pour cent à moins 17 pour cent en raison d'une baisse de performance de génération. Etzinger ajouta qu'il faudrait au moins sept ans avant que la situation ne redevienne normale.

"Le fait est que dans ce pays, nous avons eu pendant longtemps un surplus d'électricité à bon marché – beaucoup moins cher que dans d'autres nations industrielles. Il était donc logique pour les gros investisseurs dont les usines nécessitent une énorme quantité d'électricité, d'investir ici," expliqua Etzinger à l'hebdomadaire sud africain.

"Tout ce que nous devons faire désormais c'est de gérer les ressources différemment. Ce sera certainement plus chers pour les investisseurs – cela ne veut pas dire qu'ils doivent interrompre leurs projets futurs," ajouta t-il.

Les industrialistes sud-africains affirment que les coupures d'électricité leur ont coûté des milliards de rands, surtout les exploitations minières et les fonderies qui consomment la plus grande portion de l'électricité du pays.

Les pays voisins tels que le Botswana, la Namibie et le Swaziland, qui comptaient sur l'Afrique du Sud pour leur approvisionnement en énergie, ont du se tourner vers d'autres sources régionales.

Le Swaziland, qui importe 80 pour cent de son électricité de l'Afrique du Sud, est actuellement en pourparler avec le Mozambique; alors que la Namibie et le Zimbabwe ont mis en place un projet de partage d'énergie qui implique un investissement namibien de US\$40million dans la réhabilitation de la centrale électrique de Hwange.

Dans un développement important pour la région de l'Afrique Australe, le Mozambique a

Carte routière du SAPP

Le SAPP, qui gère le réseau d'Énergie de l'Afrique Australe connectant la plupart des états membres enclavés de la SADC, a développé une carte routière qui cherche à aborder les problèmes actuels.

La carte routière du SAPP cherche à relancer la capacité de production d'électricité de l'Afrique Australe, avec près de 50 projets à court et à long terme, en cours ou prévus pour de future développement.

Il est prévu que seuls les projets de génération à long terme ajoutent 32 000 MW au réseau régional à un coût de US\$32 milliards.

L'intention est de doubler la capacité de génération régionale sur les 20 prochaines années

au moyen de nouvelles stations et inter-connecteurs de transmission.

Depuis 2004, les services publics des membres du SAPP ont également délégué les projets de réhabilitation qui ont contribué 1 140 MW au réseau régional.

Une fois mis en place, les projets actuels à court terme sont supposés combler les 1 000 MW manquant tout en créant un surplus de génération régionale de 5 000 MW ou 10 pour cent d'ici 2013.

Les stations d'énergie proposées les plus importantes incluent l'Inga III en République Démocratique du Congo (RDC) avec une capacité de 3 600 MW, Kudu: la Centrale Gazogène en

Namibi
Lower a

Les
connect
l'Angol
l'Afriqu

La c
également
ressourc
bio-carb
secteur

Il es
renforce
et gazièr
de dével

Qu'est ce que le SAPP?

Le POOL d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) fut crée en août 1995 au sommet SADC tenu à Kempton Park, Afrique du Sud, lorsque les gouvernements membres de la SADC (excepté l'île Maurice) signèrent un Protocole d'Accord inter-Gouvernemental pour la formation d'un pool d'énergie électrique dans la région.

Les ministres responsables de l'énergie dans la région SADC ont signé le Protocole d'Accord inter-Gouvernemental actualisé le 23 février 2006. La création du SAPP confirma l'engagement de la région pour l'expansion du commerce an électricité, réduisant les coûts de l'énergie et fournissant une meilleure stabilité d'approvisionnement pour les 12 services publics nationaux de la région:

- o Corporation d'Énergie du Botswana (BPC);
- o Électricité du Mozambique (EDM);
- o Entreprise Nationale d'Électricité de l'Angola (ENE);
- o Commission d'Approvisionnement en Électricité du Malawi (Escom);
- o Eskom Afrique du Sud;

SADC, prévue pour cette année, est supposée encourager plus de développement dans la région. La SADC cherchera également à renforcer son état de préparation à l'aube de la Coupe Mondiale 2010 de Football.

Pour que la situation actuelle soit contrôlée, les pays de l'Afrique Australe devraient tenir compte d'une célèbre déclaration du visionnaire Mwalimu Julius Nyerere. Mwalimu a dit jadis à propos du

ANDIS QUE D'AUTRES MARCHENT"



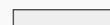
Statut de projets de génération au sein Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP).

Pays	Nom du projet	Capacité [MW]	Description du projet	Date prévue	Projection du Coût du projet USD [M]
Angola	Benguela Capanda Phase 2	83 260	Projet de turbine de gaz. Développement de la station d'énergie hydraulique à Capanda. Réhabilitation du barrage et de l'installation de la centrale d'énergie.	2007 2007	- 344
	Gove	60		2010	180
Botswana	Expansion de Morupule	600	Expansion de l'usine à charbon existante	2010	900
RDC	Inga 2	800	Remise à neuf du projet hydro-electric d'Inga.	2007	452
	Inga 1	110	Remise à neuf	2007	78
	Nseke	62	Amorce de projet	2009	56
	Koni	42	Remise à neuf	2008	15
	Mwadingusha	12	Remise à neuf	2010	30
	Zongo	75	Amorce de projet	2010	6
	Nzilo Sanga	27 8	Remise à neuf Remise à neuf	2009 2010	28 6
Malawi	Tedzani 1&2	40	Réhabilitation	2007	17
	Kaphichira Phase-2	64	Nouvelle centrale hydraulique	2009	50
Mozambique	Projets Mavuzi et Chicamba	34	Projets de réhabilitation à long-terme	2009	30
Namibie	Kudu	800	Construction d'une centrale d'énergie	2010	640
Afrique du Sud	Camden	1140	Réhabilitation	2008	848
	Grootvlei	1140	Réhabilitation	2010	777
	Komati	909	Réhabilitation	2010	987
	Arnot	120	Remise à neuf	2007	63
	Ankerlig OCGT	600	Remise à neuf	2007	240
	Gourikwa	450	Remise à neuf	2007	180
Swaziland	Maguga	20	Amorce de projet	2007	-
Tanzanie	Ubungu	60	Amorce de projet	2007	-
	Kinyeredzi	200	Construction d'un projet fonctionnant au gaz.	2007-9	190
Zambie	Gorges de Kafue	90	Remise à neuf	2008	50
	Berge Kariba Nord	120	Remise à neuf	2009	60
	Extension du ravage de la Berge Kariba Nord	360	Construction d'une centrale d'énergie hydro-électrique	2009	300
Zimbabwe	Itezhi-Tezhi	120	Construction	2010	142
	Réhabilitation de Hwange	400	Mise en oeuvre en cours.	2008	40
	Expansion de Kariba Sud	300	Expansion de la centrale d'énergie de Kariba	2010	300
	Expansion de Hwange	600	Expansion de centrales de production existante	2010	600
	Génération en Mini-hydro	120	Construction de mini-centrales d'hydroénergie	2009	-

LÉGENDE



Projets de génération à long terme



Projets de réhabilitation

Le tableau porte sur la réhabilitation, et les projets de génération à court terme et à long terme jusqu'à 2010. En raison des pénuries d'énergie qui sévissent dans la région SADC, le tableau reflète les projets amorcés, mais non pas au-delà de 2010.

Source Southern African Power Pool

Namibie avec une capacité de 800 MW et le Kafue Lower avec une capacité de 600 MW.

Les inter-connecteurs de note incluent l'inter-connecteur Westcor qui va de l'Inga III en RDC à l'Angola, la Namibie, le Botswana et plus loin l'Afrique du Sud.

La coopération régionale d'énergie cherche également à faciliter le développement d'autres ressources d'énergie telles que la biomasse et les bio-carburants, afin d'augmenter la capacité du secteur de l'énergie.

Il est également possible pour la région de renforcer son auto-suffisance en ressources pétrolières et gazières en entreprenant des projets d'exploration et de développement communs. *sardc.net*. □

SAPP?

- o Corporation pour l'Électricité du Lesotho (LEC);
- o NamPower Namibie;
- o Conseil d'Électricité du Swaziland (SEB);
- o Société Nationale d'Électricité (SNEL) de la RDC;
- o Compagnie d'Approvisionnement en Électricité de la Tanzanie (Tanesco);
- o Autorité d'Approvisionnement en Électricité du Zimbabwe (ZESA); et
- o Corporation pour l'Approvisionnement en Électricité de la Zambie (ZESCO).

Le SAPP est gouverné par quatre accords:

- o Protocole d'Accord Inter Gouvernemental qui permet l'instauration du SAPP;
- o Protocole d'Accord Inter-Service Public, qui a instauré la gestion de base et les principes gouvernant le SAPP;
- o Accord Entre les Membres d'Exploitation qui ont établi des règles spécifiques d'opération et de tarification; et
- o Principes Directeurs d'Exploitation, qui fournit les normes et les directives d'exploitation. □

développement du continent, "L'Afrique doit courir tandis que d'autres marchent." C'est peut-être ce que l'Afrique Australe doit éviter: de refroidir la confiance des investisseurs générée par la Zone de Libre Échange et la Coupe du Monde 2010.

La mise en commun d'énergie est au coeur du développement régional socio-économique. □

LA NAMIBIE TIRE PROFIT DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE EN ÉNERGIE

La NAMIBIE a commencé à recevoir 40 megawatts d'électricité de la Centrale Électrique de Hwange – Zimbabwe, comme clause d'une transaction de plusieurs millions de dollars signée en 2007 entre NamPower et Zimbabwe Electricity Supply Authority (ZESA). L'électricité a commencé à circuler le 3 Janvier suite à l'achèvement de la modernisation de la Centrale Électrique de Hwange, située au nord-ouest du Zimbabwe.

L'année dernière, NamPower a signé un accord avec ZESA pour l'achat d'électricité pour un montant de US\$40 million. Sous l'égide de ce contrat, NamPower a accordé un prêt au service public pour la remise en opération des quatre unités de la Centrale Électrique de Hwange.

NamPower est chargée de financer l'acquisition d'équipement et le coût de la main d'œuvre tandis que ZESA se charge des coûts locaux. Sous cet accord, la Namibie devrait recevoir 150 megawatts de la Centrale Électrique fonctionnant au charbon.

Le directeur général de NamPower, Paulinus Shilamba expliqua que l'accord d'achat avec le Zimbabwe était un arrangement opportun pour un pays qui auparavant ne comptait que sur l'Afrique du Sud pour ses imports en électricité.

Depuis le début de l'année, le service public pour l'électricité de l'Afrique du Sud, Eskom, se débat pour satisfaire à la demande domestique et régionale.

Shilamba ajouta qu'en cas d'échec de livraison de la quantité requise en électricité par Eskom, les 40 megawatts devraient atténuer le problème de la Namibie.

L'électricité de la Centrale Électrique de Hwange est acheminée vers la Namibie à travers l'Afrique du Sud jusqu'à ce que le Lien Interconnecteur Caprivi de NamPower soit opérationnel.

Ces trois dernières années, l'économie namibienne a été paralysée par la pénurie d'électricité en Afrique du Sud, y compris un incident survenu deux ans auparavant, lorsque la Centrale Électrique Koeberg d'Eskom fut endommagée et dut fermer pendant plusieurs mois.

Durant ces trois ans écoulés, la Namibie a dû activer ses vieilles centrales électriques à Walvis Bay et Windhoek afin d'éviter de sérieuses coupures d'électricité. Cependant, la production des deux centrales électriques demeurent insuffisante pour satisfaire à la demande locale. Récemment, le pays du sud-ouest de l'Afrique a recherché des sources alternatives d'énergie telles qu'à Cahora Bassa au Mozambique ainsi qu'en Zambie et au Zimbabwe.

Le gouvernement se concentre également sur des projets importants tels que le projet gazogène Kudu, le projet d'hydroélectricité du Lower Kunene et le Lien Interconnecteur Caprivi en Zambie.

L'année dernière, NamPower a annoncé des plans impliquant le Botswana, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe pour relier la Centrale Électrique de Hwange aux Chutes Victoria via le Botswana et la Namibie.

Les pays se tournent vers le bio-diesel alors que l'inconstance frappe le marché international du pétrole



Champ de bio-diesel en Afrique du Sud

LES ÉTATS Membres de la SADC se tournent vers le bio-diesel alors que l'inconstance perturbe le marché international du pétrole.

Le Zimbabwe, le Mozambique et l'Afrique du Sud ont mené la recherche pour des sources alternatives de carburant visant à protéger leurs économies des fluctuations extrêmes des tarifs internationaux du pétrole.

Le Zimbabwe fut à l'avant-garde de la production commerciale de bio-diesel en Afrique lorsqu'il a inauguré la première centrale de bio-diesel sur le continent, dans la capitale, Harare. La centrale utilise les graines de l'arbuste jatropha riche en carburant et projette de produire près de 100 millions de litres de bio-diesel à plein gaz.

La compagnie pétrolière du gouvernement mozambicain, Petromoc, a également annoncé des plans pour mettre en œuvre un projet de bio-carburant pour un montant de US\$550-million qui

devrait produire jusqu'à 226 millions de litres de carburant et créer environ 800 emplois.

La centrale utilisera la canne à sucre et le jatropha qui sera planté sur près de 74 000 hectares de terre comme composante du projet commun avec Cofamosa, qui représente 200 fermiers mozambicains et sud-africains.

En plus de la consommation domestique, le Mozambique espère également exporter des bio-carburants aux États Membres associés de la SADC et autres pays africains.

L'Afrique du Sud a également exploré des possibilités dans la production à grosse échelle de bio-diesel à la lumière des indications d'une augmentation continue des tarifs mondiaux du pétrole.

Les tarifs internationaux du carburant ont gravité autour de US\$90 par baril avant d'atteindre un maximum de US\$100 en début d'année. □

Le projet, baptisé Zizabona, complètera le lien et créera un corridor pour l'import et l'export d'électricité vers les quatre pays.

"Zizabona créera la route alternative pour l'import d'électricité à partir des pays voisins," résuma John Kaimu, porte-parole de NamPower. □

De l'uranium au Botswana

Une compagnie minière internationale a annoncé les premiers résultats de prospections de gisements contenant 20 million de livres d'uranium, incitant à l'ouverture de la toute première mine d'uranium du Botswana.

Les gisements qui font partie du vaste projet Letlhakane dans le nord-est du pays, provient de ressource couvrant une zone d'environ six kms par trois kms, et de 45 mètres de profondeur.

La compagnie, A-Cap Resources, a annoncé l'année dernière qu'elle avait découvert de nouveaux gisements d'uranium à Serule et avait l'intention d'accélérer le programme d'exploration au Botswana sur la base de résultats positifs de forage. Elle a découvert de la minéralisation d'uranium de haut qualité, jusqu'à 10 000 parts par million, dans une nouvelle zone au bord Est du gisement Mokobaesi.

Il y a une énorme demande d'uranium au niveau mondial car il est utilisé dans la fabrication d'armes et en tant que source alternative d'énergie. En raison de sa demande accrue qui dépasse de beaucoup l'approvisionnement, les prix du minéral ont brusquement augmenté d'environ 10\$ la livre en 2002 à plus de \$100 la livre, aujourd'hui.

Il est prévu qu'au cours des deux prochaines décennies, la consommation mondiale nette d'électricité aura presque doublé. Une trentaine de nouveaux réacteurs nucléaires sont en construction avec l'expansion la plus rapide en Asie en voie de développement, y compris la Chine et l'Inde.

A-Cap Resources a des opérations au Botswana, Australie et Chine, et est inscrite à la Bourse des valeurs du Botswana et de l'Australie. (Mmegi) □

Apprendre à cohabiter avec les inondations – L'Alerte précoce et la communication sont vitales

par Bayano Valy

“**AVEC LES** inondations nous apprenons non seulement comment traiter la terre, l'eau et la végétation, mais aussi à réfléchir sur l'usage de l'espace physique pour l'expansion économique, et à réorganiser la communauté sous l'angle des difficultés et opportunités qui émergent...”

Prenant la parole à l'Université Eduardo Mondlane du Mozambique en 2001, feu Dr José Negrão disait à son public que le pays devait apprendre à cohabiter avec les inondations.

Ce fut instructif car l'année d'avant, le Mozambique avait souffert des pires inondations jamais vues depuis la moitié des années 70s. Avance rapide vers 2008.

De récentes inondations ont affecté les pays de l'Afrique Australe en passant par le bassin du fleuve Zambèze. L'Angola, le Malawi, le Mozambique, la Zambie et le

Zimbabwe sont jusqu'ici les plus touchés.

Suite aux prévisions du Forum de Perspective Climatique pour l'Afrique Australe, de pluies au dessus de la normal, les gouvernements ont devisé des plans d'urgence pour contrebalancer et atténuer l'impact d'inondations potentielles, conformément aux recommandations de la SADC.

Le Secrétariat de la SADC a été au premier rang des plans visant à établir un réseau amélioré de communications et un système d'alerte précoce dans la région.

Le Secrétaire Général de la SADC, Tomáz Salomão, explique aux journalistes, dans la capitale mozambicaine, Maputo, qu'il est important pour les pays en amont et en aval des principaux fleuves régionaux d'échanger des informations afin de planifier des actions communes telles que stipulé

dans le Protocole SADC modifié sur les Cours d'Eau en Commun.

Salomão insista qu'en planifiant pour le développement, les pays de la SADC doivent mettre en place des mécanismes conçus pour pallier aux désastres naturels, et englobant des activités de mitigation telles les opérations de secours et d'assistance aux victimes.

Le Secrétaire Général présidait une mission SADC voyageant à travers les cinq nations afin de personnellement évaluer l'impact des inondations.

Il constata que les pays avaient renforcé leurs mécanismes de préparation aux désastres, et qu'une grande partie de la population riveraine avait été secourue et placée en sécurité.

Une réponse plus efficace au signal d'alerte et une meilleure coopération entre les gouvernements régionaux a contribué à une forte baisse du taux de mortalité dans les inondations qui ont frappé la région, cette saison.

Bien que cette saison ait “de mémoire d'homme, amené les pluies les plus torrentielles” dans la plupart des nations de la région, le nombre de morts et la taux de destruction sur l'infrastructure et les propriétés ont été largement réduit comparé aux saisons précédentes.

Le Mozambique a été loué par la communauté internationale pour son état de préparations, enraciné dans la dureté de ses expériences précédentes. De par sa position de pays en aval qui souffre le plus des inondations, le

Mozambique a géré celles de 2008 sans déclaration d'urgence, signe que la cohabitation est possible.

La réunion du Conseil des Ministres de la SADC de fin février est supposée approuver des recommandations provisoires aux Chefs d'États et de Gouvernement afin de garantir que les efforts de chaque pays soient complétés par les activités du Secrétariat dans le but d'attirer le soutien d'institutions financières. □

Région SADC en état d'alerte à l'annonce d'inondations supplémentaires

L'AFRIQUE AUSTRALE a été avertie de se préparer à subir des pluies plus abondantes et torrentielles en prévision de l'approche du point culminant de la saison des pluies. Dans la majeure partie de l'Afrique Australe, la saison des pluies s'étend d'octobre à mars avec un point culminant en fin février. Une prévision pour la période de janvier à mars 2008 produite par le Centre SADC pour le Contrôle de la Sécheresse avertit sur la venue de pluies intenses à travers la plus grande portion de la SADC continentale et Madagascar. Durant la même période, l'Ile Maurice est supposée recevoir des pluies allant de normale à au-dessus de la normale. □

Création de l'Association Régionale de Météorologie

LES DÉPARTEMENTS Nationaux des Services Météorologiques de la région mènent le processus pour l'établissement d'une Association Météorologique de l'Afrique Australe.

Le processus fut adopté par la SADC et inclut 10 des 14 États Membres avec quatre autres en position consultative au niveau national.

Expert en climatologie et Directeur du Département des Services Météorologique du Zimbabwe, Amos Makarau a fait l'éloge de la décision des départements météorologiques régionaux d'instaurer une association qui sera chargée de la parution des prévisions climatiques régionales.

L'association examinera également les questions de variabilité climatique et de changement climatique en Afrique Australe.

“Nombre de modèles climatiques indiquent une sécheresse accrue dans la région alors que nous sommes constamment confrontés à des inondations. Cette association sera donc précieuse pour l'étude sur

le changement et la variabilité climatique avec d'importantes implications pour la planification au niveau de la région,” explique Makarau.

Les inondations de cette saison ont été attribuées au phénomène La Niña qui est caractérisé par un refroidissement des températures à la surface de la mer dans l'Océan Pacifique Équatorial et qui a d'importants impacts sur le scénario pluviométrique au niveau mondial, causant des pluies très intenses en Afrique Australe.

“Contrairement à l'effet El Niño qui est plus périodique, survenant tous les quatre ou cinq ans, les événements La Niña sont moins fréquents, irréguliers, mais leurs impacts peuvent être assez marquants, lorsqu'ils surviennent” précise Makarau.

Les efforts des météorologues de la région se font l'écho de ceux entrepris au niveau global, afin d'améliorer la capacité de prévision sur les changements climatiques et de faire face aux scénarios climatiques extrêmes. □

Améliorer les moyens de prévision climatique

DÉBUT FÉVRIER, les délégués rassemblés à la réunion de l'Organisation Mondiale de Météorologie de l'ONU (OMM) à Genève, insistent sur l'importance pour les gouvernements et les scientifiques de par le monde d'améliorer les moyens de prévisions climatiques dans le but de sauver des vies et de protéger les économies.

L'objectif de la réunion de trois jours était de se préparer pour la troisième Conférence Mondiale sur le Climat, prévue pour l'année prochaine en Suisse. Les conférences précédentes furent des événements majeurs:

- o la première, en 1979, mena à la création du Comité Intergouvernemental sur le Changement Climatique en 1988; et
- o la seconde, en 1990, aida à provoquer un dynamisme vers l'établissement d'une Structure de Convention ONU sur le Changement Climatique en 1992.

La conférence de 2009 portera sur la prévision climatique et son impact sur les prises de décision. □

Nouvel élan pour le développement de l'infrastructure régionale

LA SADC s'est engagée à prendre des mesures radicales afin de renforcer le développement de l'infrastructure et d'accélérer le processus de mise en oeuvre de son programme d'intégration régionale.

Lors de leur Sommet, l'année dernière en Zambie, les dirigeants de la SADC ont exprimé leur inquiétude quant au rythme lent de la mise en oeuvre des buts et des objectifs visant à parvenir à l'intégration régionale et éradiquer la pauvreté.

L'Afrique du Sud obtient du Mozambique 20 pour cent de plus en gaz

LE GÉANT sud africain de l'énergie, Sasol – plus gros producteur au monde de carburant synthétique commercial à partir du charbon – en partenariat avec les gouvernements sud africains et mozambicains, doit investir US\$600 000 pour construire une station de gaz à compression à Komatipoort pour augmenter l'approvisionnement en gaz du Mozambique vers l'Afrique du Sud de 20 pour cent d'ici fin 2009.

L'entreprise a pour but de relancer l'approvisionnement en énergie électrique en Afrique du Sud à la suite de la pénurie courante d'électricité. La construction commencera durant la seconde moitié de cette année.

Le gaz supplémentaire sera utilisé par l'Afrique du Sud dans la première phase d'un projet gouvernemental pour l'expansion d'électricité afin d'accroître la capacité à 20 pour cent sur les huit prochaines années, selon Sasol.

Mercredi, Sasol expliqua que 75 pour cent de la capacité supplémentaire de carburants synthétiques utiliserait des gaz naturels moins destructifs pour

l'environnement en tant que matières de base, tandis que le reste des matières de base pour l'expansion proviendrait de réserves de charbon fin. □

Le Sommet a chargé le Secrétariat de la SADC à peaufiner les détails d'un Plan Directeur Régional pour le Développement de l'Infrastructure en étroite coopération avec les États Membres.

Le président de la SADC, Président Levy Mwanawasa de la Zambie a noté que l'intégration régionale est entravée par une infrastructure inadéquate dans les secteurs clés de l'énergie, transport, communication, eau et tourisme.

Les dirigeants ont noté que les États Membres manquent de capacités financières pour

réhabiliter l'infrastructure régionale et financer de nouveaux projets. Ceci en dépit du statut positif de la région, bien placée pour recevoir des investissements à long terme étant donné l'environnement pacifique.

Le Sommet exhorta le secteur privé et la communauté internationale à compléter les efforts régionaux par leur soutien financier.

Des installations d'infrastructures transfrontières efficaces et de bon rendement dans tous les secteurs de clés y compris la garantie de la sécurité en énergie

La Tanzanie signe une transaction de US\$112 million avec la Banque Mondiale pour l'approvisionnement en énergie

LA RÉPUBLIQUE UNIE de Tanzanie a signé des accords de prêt et de subvention avec la Banque Mondiale d'une valeur de US\$111,5 million pour soutenir les capacités de transmission et distribution de la Compagnie d'Approvisionnement Électrique de la Tanzanie (Tanesco) de manière à améliorer la qualité et l'efficacité de l'approvisionnement en électricité.

Les améliorations seront faites en soutenant la modernisation des investissements dans la transmission d'énergie électrique et le système de distribution, en soutenant l'expansion de l'accès au réseau, et la provision de services

techniques consultatifs pour soutenir le développement institutionnel et commercial dans le but d'améliorer les revenus du service publique d'électricité et de réduire les pertes.

Le secrétaire permanent du Trésor, Gray Mgonja, expliqua que les gouvernements sont d'avis que suite à cette subvention, Tanesco sera dans une meilleure position pour améliorer ses finances et mettre en oeuvre ses plans stratégiques.

"Nous savons tous que l'énergie est une infrastructure nécessaire pour la réalisation de tout développement économique," conclut Mgonja. (APA) □

sont vitales si l'Afrique Australe doit approfondir l'intégration régionale et améliorer l'accès au profit de ses 240 million de citoyens, d'ou une réduction de la pauvreté. □

La RDC signe un accord d'exploration pétrolière avec une firme brésilienne

UNE COMPAGNIE brésilienne privée a signé un accord avec le gouvernement de la RDC afin d'évaluer le potentiel pétrolière du bassin central du pays.

Dans le cadre de cet accord, High Resolution Technology (HRT) subdivisera le bassin en blocs d'exploitation, développera une base de donnée pétrolière et créera un laboratoire pétrolière dans le bassin central. Les données seront utilisées par le gouvernement de la RDC afin de déterminer l'importance des gisements dans la région avant d'inviter les explorateurs.

Pays producteur de pétrole depuis 1975, la RDC possède trois bassins pétrolières: le bassin côtier (ouest) qui assure la production actuelle de pétrole du pays avec près de 25 000 barils par jour; le bassin central; et le Tanganyika Graben (est).

L'année passée, la RDC a signé des accords communs d'exploitation pour le pétrole dans le bassin côtier avec l'Angola, et dans le Lac Albert avec l'Ouganda. □

Mozambique, Malawi projette de construire un oléoduc transfrontalier

LE MOZAMBIQUE a accordé un contrat pour construire un oléoduc entre les villes de Beira, et Nsanje au Malawi.

Une brève déclaration du ministre de l'énergie informe que le contrat fut signé avec une compagnie basée à Qatar en janvier.

Le projet, d'une durée de 36 mois, inclut des pipelines et des installations d'entreposage afin d'accroître les réserves en carburant

du pays de 10 à 90 jours d'approvisionnement.

"Le carburant est actuellement transporté au départ de Beira dans des camions citerne, qui traverse la Tanzanie, et ce projet vise à réduire le coût d'importation du carburant au Malawi."

Le Malawi suit également avec intérêt le projet de raffinerie Nacala récemment approuvé pour un montant de USD5 milliard, supposé desservir le marché régional.

La construction et l'opération de cette ambitieuse raffinerie seront dirigées par une compagnie pétrolière du Texas, conjointement à trois investisseurs sud-africains et un mozambicain.

La raffinerie aura une capacité de production de 100 000 barils par jours de plusieurs types de carburant tels que la gasoline, l'huile pour l'éclairage électrique, le kérosène, et autres. □





LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI
SADC Aujourd'hui Vol. 10 No. 4 Février 2008



SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

REDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITE DE REDACTION

Bayano Vally, Tomas Vieira Mario, Mukundi Mutasa,
Alfred Gumbwa, Clever Mafuta, Tigere Chagutah
Phyllis Johnson, Shiela Chikulo, Emmanuella Matorofo, Richard Nyamanhindi

CONSEILLERS A LA REDACTION

Directrice de l'Unité de Communication d'Entreprise, SADC
Leea Penehupifo Martin

TRADUCTION

Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2008

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents de source externe à la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

Abonnez vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et en français et est également disponible en version électronique sur www.sadc.int et www.sardc.net

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya

PHOTOS & ILLUSTRATIONS

p1 Takura Chamuka SARDC;
p4 Copyright, Daily Times Tanzania; p5 Eskom;
p6-7 NamPower; p8 Copyright BioDiesel Stock;
p9 ZACPRO; p12 CDFF

EMISSION & IMPRESSION

DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:

Le Rédacteur, SADC TODAY
SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tél : 263 4 791141 Fax : 263 4 791271
sadctoday@sardcnet
ou

SADC HOJE
SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique
Tél : 250 1 400831 Fax : 258 1 491178
sardc@maputo.sardc.net

Information 21 Sites web
www.sadc.int www.sardc.net www.ips.org www.saba.co.za

SADC AUJOURD'HUI est sponsorisé par le Southern Africa Trust

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance dans la distribution de SADCaujourd'hui:

Air Botswana, Air Malawi, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia, South African Airways, Air Maurice, TAAG Angolan Airlines, Zambian Airways et Air Zimbabwe

CALENDRIERS DES ÉVÈNEMENTS 2008

Janvier/Février
31- 2 fév Ethiopie

Sommet de l'Union Africaine

10ème Session Ordinaire de l'Assemblée des Chefs d'États et de Gouvernement des 53pays membres de l'UA. L'ordre du jour du sommet porte sur "Le Développement Industriel en Afrique."

Février
27-29 Zambia

Conseil des Ministres de la SADC

Les ministres de chaque états membres siègent au Conseil, provenant en général des ministères des Affaires Etrangères, Développement Economique, Planification et Finance. Le Conseil est responsable de la supervision et du contrôle des fonctions et développement de la SADC, et d'assurer que les politiques soient correctement mises en place, ainsi que de faire des recommandations au Sommet

15-17, Algérie

Conférence Africaine des Ministres de l'Énergie

La Commission de l'Union Africaine et la République du Peuple de l'Algérie organiseront ensembles et accueilleront la Conférence des Ministres Africains responsables de l'énergie à Algiers. Le lancement officiel de la Commission Africaine sur l'Énergie (AFREC) aura lieu durant la conférence, étant donné que l'AFREC a obtenu les signatures requises des États Membres de l'UA pour sa ratification.

Mars
3- 7 Ethiopie

Science avec la Conférence Afrique

Organisée par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) et l'Intelligence dans le Domaine de la Science (ISC), cette réunion rassemblera des scientifiques africains et internationaux aspirant à promouvoir et renforcer le rôle de la science et de la technologie dans le développement du continent.

10-12 Afrique du Sud

Conférence Internationale sur la Gestion de Ressources Hydrauliques Intégrées

L'évènement vise à partager les expériences et les leçons des pays en voie de développement sur la Gestion de Ressources Hydrauliques Intégrées (GRHI). La conférence fournit une opportunité de dialogue entre les pays en voie de développement et les pays développés sur la mise en oeuvre d'une GRHI qui pourrait façonner de nouveaux concepts ou bien adapter ceux qui existent.

10-14 Ghana

2nd Sommet Global sur le VIH/SIDA, la Médecine Traditionnelle et la Connaissance Indigène

Le symposium servira de forum pour identifier les médecines et pratiques traditionnelles dans la gestion du VIH/SIDA, et de promouvoir le respect pour les pratiques de soin traditionnelles.

Avril
18-20 Ile Maurice

Conférence Consultative SADC sur la Pauvreté et le Développement

Sous le thème 'Intégration Régionale Économique: Une Stratégie pour l'Éradication de la Pauvreté vers un Développement Durable' la conférence adoptera une approche à dépositaire multiple afin de permettre un dialogue stratégique qui reconnaît la nécessité de stratégies et approches régionales multi-dimensionnelles pour s'attaquer au problème de la pauvreté. Les deux résultats clés que les États Membres espèrent voir émerger de cette conférence sont l'adoption d'une Structure Régionale de la SADC pour la Réduction de la Pauvreté (SRRP) et l'instauration d'un Observatoire SADC sur la Pauvreté.

14-15 Mozambique

Réunion Annuelle de la Banque Africaine de Développement

Cette année, le Mozambique accueillera la 43ème Réunion Annuelle du Conseil des Gouverneurs de la Banque Africaine de Développement (BAD) et la 34ème Réunion Annuelle du Conseil des Gouverneurs du Fond Africain pour le Développement (FAD) sous le thème 'Encourager une expansion commune: urbanisation, inégalité et pauvreté.' Ces réunion sont les rassemblements les plus importants des experts de la finance et du développement en Afrique.

32 années

1975 - 2007

L'usufruit du barrage de Cahora Bassa "une seconde indépendance pour le Mozambique"

À LA fin de l'année dernière lors d'une cérémonie à laquelle sept dirigeants régionaux ont assisté, dans un développement d'importance pour la région de l'Afrique Australe, l'usufruit du barrage de Cahora Bassa sur le fleuve du Zambèze fut finalement transféré de l'ancien pouvoir colonial, Portugal, aux mozambicains.

Cette transaction offre une certaine indépendance économique ainsi que le contrôle d'une des sources principales d'électricité en Afrique Australe.

Le Président mozambicain, Armando Guebuza déclara que le transfert de propriété marque "une seconde indépendance pour le Mozambique."

Guebuza expliqua qu'après le règlement de toutes les dettes, Cahora Bassa apporterait aux pays des bénéfices qui contribueraient généreusement à la balance des paiements, la réduction du déficit budgétaire, et l'amélioration des finances nationales.

De toute évidence exultant, lorsqu'il pris la parole lors de la cérémonie de transmission qui eut lieu au village de Songo, dans la province centrale de Tete, Guebuza déclara, "Les mozambicains ont gagné une importante bataille pour l'amélioration de leur bien être."

L'accord signifie que le Mozambique est désormais responsable d'un projet majeur de développement situé sur son sol mais sur lequel il n'avait aucun contrôle depuis l'indépendance, il y a plus de 30 ans, en raison d'obligations contractuelles envers le Portugal.

Cahora Bassa fût construite dans les années 60 par un consortium d'investisseurs sud-africains, italiens, et allemands dirigé par l'Anglo American Trust.

Depuis la fin de la construction en 1974, et pendant la transition du Mozambique vers l'indépendance, le Portugal a retenu le contrôle du barrage. La structure de l'usufruit accordait au Portugal 82 pour cent des actions de la Hidroelétrica de Cahora Bassa (HCB) gérée par l'État.

Lorsque l'HCB initia les opérations en 1975, le nouveau gouvernement mozambicain et ses homologues portugais avait pour accord que les actions devront être transférées dès le paiement de la dette encourue par la construction du barrage, estimée à l'époque à trois ans.

Les tentatives précédentes de transfert de propriété ont échoué en raison de la complexité des négociations, changement de gouvernement au Portugal, et les 16 ans de guerre civile au Mozambique qui eurent pour conséquence de sérieux dégâts sur l'infrastructure de transmission lorsque l'ancien mouvement rebel, Renamo, détruisit des centaines de piliers transmetteurs d'énergie vers l'Afrique du Sud.

Ceci signifie que l'HCB ne générerait pas de profit puisqu'elle ne pouvait vendre de l'énergie à son plus gros client, le service publique sud africain: Eskom. Des ventes négatives signifient une augmentation des dettes pour l'HCB et le gouvernement portugais finit par déclarer que la compagnie devait plus de US\$2 milliard à son Trésor. Le Mozambique ne pouvait être tenu pour responsable de cette dette, d'où le nouvel accord.

Le Mozambique et Portugal ont éventuellement signé un Protocole d'Accord en 2005 afin de considérablement modifier la structure d'usufruit de l'HCB, mais sa mise en oeuvre fut bloquée lorsque l'Union Européenne décida de mener une investigation sur l'affaire afin de vérifier que le Portugal se soit conformer aux règles de l'UE.

Le retard dans la mise en vigueur du protocole d'accord causa "une impatience publique, exprimée par les citoyens, par les média, par les parties politiques et les organisations de la société civile, ainsi que par les amis du Mozambique et son peuple," rappela Guebuza.

Il ajouta que les négociations furent complexes mais que la conviction régnait, qu'un accord renforcerait non seulement les relations entre le Mozambique et le Portugal, mais que "sa conclusion serait irréversible."

Le Premier Ministre Portugais, Socrates a déclaré que l'accord "clôturerait le chapitre final de l'histoire du passé, et ouvrirait le premier chapitre de l'histoire de l'avenir."

Guebuza acquiesça, en ajoutant que l'accord marque une ère nouvelle dans les relations et "élimine de notre sol la dernière redoute, le vestige de 500 ans de domination étrangère."



LE NOUVEL accord donne au Mozambique 85 pour cent de l'HCB en tant qu'actionnaire majoritaire tandis que le Portugal gardera 15 pour cent. Le coût final était de US\$950 million, payé en compensation pour la reconstruction d'après guerre et le maintien du barrage. Une somme de US\$250 million fut payée en 2006 à partir de fonds du budget gouvernemental, tandis que US\$700 million furent emprunté au consortium canadien, Calyon, et à la Banque Portugaise, BPI, dont le prêt devra être réglé à partir de revenus futurs.

Cahora Bassa contribue considérablement au PNB du Mozambique, rapportant approximativement US\$150 million par an de la vente en énergie.

Le barrage a une capacité installée de 2 075 MW et son importance économique va au-delà des frontières du Mozambique, en tant que fournisseurs principal du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe.

La vente actuelle d'énergie de l'HCB est de 1 100 Mw pour l'Afrique du Sud et 450 Mw pour le Zimbabwe, mais les tarifs sont très différents en raison des accords historiques entre le Portugal et l'Afrique du Sud. D'autres pays voisins cherchent également à importer de l'électricité à partir du Mozambique.

Jours Fériés dans la Communauté de la SADC pour la période: Février - Avril 2008

1 février	Abolition de l'Esclavage	Ile Maurice
3 février	Journée des Héros	Mozambique
4 février	Journée Nationale de la Lutte Armée	Angola
16 février	Maha Shivaratee	Ile Maurice
3 mars	Journée des Martyres	Malawi
8 mars	Journée Internationale de la Femme	Angola, Madagascar
11 mars	Journée Moshoeshoe	Lesotho
12 mars	Fête Nationale	Ile Maurice
12 mars	Fête de la Jeunesse	Zambie
21 mars	Fête de l'Indépendance	Namibie
21 mars	Journée des Droits de l'Homme	Afrique du Sud
21 mars	Vendredi Saint	Tous excepté la RDC, Madagascar, Ile Maurice, Mozambique
21 mars	Journée Maulid	Tanzanie
22 mars	Jour Férié	Botswana
22 mars	Samedi Saint	Zambie
22 mars	Samedi de Pâques	Zimbabwe
23 mars	Pâques	Namibie
24 mars	Lundi de Pâques	Tous excepté DRC, Madagascar, Ile Maurice, Mozambique
24 mars	Journée de la Famille	Afrique du Sud
29 mars	Commémoration de la Rébellion de 1947	Madagascar
4 avril	Journée de la Paix et de la Réconciliation Nationale	Angola
7 avril	Journée de la Femme	Mozambique
7 avril	Journée du Sheik Abeid Amani Karume	Tanzanie
18 avril	Fête de l'Indépendance	Zimbabwe
19 avril	Anniversaire du Roi	Swaziland
25 avril	Journée Nationale du Drapeau	Swaziland
26 avril	Célébrations de l'Union	Tanzanie
27 avril	Fête de la Liberté	Afrique du Sud